Le pouvoir aux travailleurs

26 SEPTEMBRE 2020

N° 267

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Des populations fuyant les violences post-électorales de 2011

Éditorial

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2020 :
VONT-ILS DE NOUVEAU ENSANGLANTER LE PAYS
DANS LEUR BATAILLE POUR LA MANGEOIRE? Page 3 - 4

PLAYCE :
LES TRAVAILLEURS
EN GRÈVE
Page 5 - 6

RENTRÉE SCOLAIRE :
UN VÉRITABLE CASSE-TÊTE
POUR LES CLASSES
PAUVRES
Page 7

MALI : LES COUPS D'ÉTAT
SE SUCCÈDENT ET SE
RESSEMBLENT
Page 11 - 12

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2020 : VONT-ILS DE NOUVEAU ENSANGLANTER LE PAYS DANS LEUR BATAILLE POUR LA MANGEOIRE?.....	3 - 4
- IL FAUT DES LOGEMENTS DÉCENTS POUR LES TRAVAILLEURS !	5
- PLAYCE : LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE ….....	5 - 6
- RENTRÉE SCOLAIRE : UN VÉRITABLE CASSE-TÊTE POUR LES CLASSES PAUVRES ..……..	7
- FERMETURE DU ZOO D'ABIDJAN : UNE AUTRE ILLUSTRATION DE L'INCURIE DES POUVOIRS PUBLICS …….	7 - 8
- PAROLE D'UN CANDIDAT À LA MANGEOIRE !	8
- CAMPAGNE ÉLECTORALE : QUELQUES QUESTIONS-RÉPONSE ……..	9
- LA CHEFFERIE TRADITIONNELLE A LE VENT EN POUPE !	9 - 10
- LA GALÈRE DES INSTITUTEURS EN DÉBUT DE CARRIÈRE	10
- MALI : LES COUPS D'ÉTAT SE SUCCÈDENT ET SE RESSEMBLENT ….	11 - 12

E d i t o r i a l

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2020 : VONT-ILS DE NOUVEAU ENSANGLANTER LE PAYS DANS LEUR BATAILLE POUR LA MANGEOIRE?

Il reste un peu plus d'un mois avant les élections présidentielles du 31 octobre prochain. Les protagonistes ont commencé à faire monter la tension au sein de la population. Des manifestations ont déjà fait plus de 20 morts à travers le pays. Le pouvoir et son opposition rivalisent pour mobiliser les populations et les gagner à leurs causes. Vu les positions tranchées actuelles et au regard de l'histoire récente du pays, cela n'augure rien de bon.

Aujourd'hui, Bédié, le dirigeant du PDCI, âgé de 86 ans, semble fédérer l'opposition autour de lui. Avec la quasi-totalité des partis d'opposition (FPI, UDPCI, GPS, MFA, LIDER, etc.) il mène la fronde contre Ouattara en contestant la légalité de sa candidature, en exigeant la recomposition de la CEI (Commission Électorale Indépendante) et du Conseil Constitutionnel, ainsi qu'un audit du fichier électoral.

À tous ces griefs de l'opposition, le RHDP, parti au pouvoir, répond par le mépris et l'arrogance. Autant dire qu'avant même que le premier tour de l'élection ne se tienne, tous les ingrédients sont déjà là pour en contester le résultat, si tant est qu'il ait lieu selon le calendrier prévu.

En 2010, la contestation des résultats de l'élection présidentielle qui avait opposé Gbagbo à Ouattara au deuxième tour, avait duré quatre mois et s'était soldée officiellement par 3000 morts. Tous sont d'accord pour dire que personne ne souhaite revivre une telle situation. Mais c'est la soif de pouvoir ajoutée à l'irresponsabilité qui conduit la classe politique ivoirienne à agir en pyromane.

Rien de fondamentale ne distingue les protagonistes les uns des autres. Ce sont des gens d'un même monde. Ils vivent parfois côte à côte, fréquentent les mêmes lieux de loisirs et mangent parfois à la même table. Depuis 1993, année de la mort de Houphouët Boigny, à peu près toutes les combinaisons électorales ont été essayées : tantôt alliés, tantôt rivaux, selon les circonstances du moment. Ce qui les oppose, c'est seulement leur ambition de mettre la main sur la plus haute fonction de l'État car c'est celle qui permet le plus d'accéder à la mangeoire pour tout le clan du gagnant. C'est dans ce seul but que ces alliances se font et se défont. Et c'est aussi pour cela qu'à l'occasion de chaque grande élection, les politiciens en compétition n'hésitent pas à propager la xénophobie, l'ethnisme ou le régionalisme pour mobiliser leurs troupes. C'est leur manière à eux de faire la campagne électorale mais c'est avec le sang des pauvres qu'ils se battent pour assouvir leurs ambitions personnelles !

Travailleurs, ceux qui sont au pouvoir comme ceux qui veulent y parvenir ne sont pas nos amis mais nos adversaires de classe. Ils veulent le pouvoir pour eux, pour s'enrichir et pour servir les intérêts de ceux qui nous exploitent dans les usines, sur les chantiers, dans les plantations et dans tous les endroits où nous et nos familles nous travaillons pour vivre.

Notre avenir ne se trouve pas dans la couleur d'un bulletin de vote qu'on nous permet de temps en temps de glisser dans l'urne, mais dans notre capacité de nous organiser et de lutter en tant que travailleurs pour améliorer nos conditions d'existence et pour vivre décemment de notre travail. Dans ce combat-là, nous aurons aussi à nous battre contre toutes formes de division, ethnique, religieuse, nationale ou autres, que nos adversaires veulent introduire dans nos rangs pour nous affaiblir. Face à nos exploiteurs, notre force c'est l'unité et la solidarité entre tous les travailleurs !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

IL FAUT DES LOGEMENTS DÉCENTS POUR LES TRAVAILLEURS !

Même à Micao qui est pourtant un quartier ouvrier jouxtant la zone industrielle de Yopougon, pour avoir un deux pièces à peu près correct, il faut débourser chaque mois pas moins de 50.000 F, rien que pour le loyer. Dans ce même quartier, le loyer pour un studio tourne autour de 35.000 F. Au quartier « *Déguerpis* » qui est non loin de là, on trouve encore de nouvelles constructions. Il suffit que le qualificatif « *américain* » soit ajouté au studio pour voir le loyer monter à 50.000 F. et quel studio ! Un espace restreint où il suffit de mettre un lit de deux places pour qu'il n'y ait plus d'espace libre ! À Petit Bouaké-Ayakro, où les eaux usées ruissellent dans les rues à tout moment faute de canalisation, il faut débourser pas moins de 30.000 F pour avoir une chambre-salon. Pareil à « *An 2000* » un autre quartier proche de la zone industrielle de Yopougon.

Les loyers dans les quartiers pauvres montent inexorablement tandis que les salaires stagnent. Résultat, les travailleurs sont de plus en plus mal logés et sont obligés d'aller habiter parfois dans les « *zones à risque* ». C'est le cas par exemple du quartier « *Sodeci* », nom donné à ce quartier car c'est là que se trouve le grand bas-fond où sont installées les stations de pompage d'eau de la Sodéci. Ce secteur s'est beaucoup développé depuis quelques années, avec des habitations qui poussent sur les flancs de colline. La plupart sont des baraques en bois où le loyer oscille entre 10.000 et 15 000 F. Mais lorsque la saison des pluies arrive, c'est l'angoisse. Les habitants dorment la peur au ventre car un éboulement peut arriver à tout moment.

Le patronat et le gouvernement à son service ont les moyens de mettre à la disposition des travailleurs des logements décents et à moindre coût. Mais attendre cela de ces gens-là, c'est comme attendre du lait d'un bouc. Les travailleurs ne pourront les obtenir qu'avec une réelle mobilisation.

PLAYCE : LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE

Playce est un ensemble de grandes surfaces de distribution de produits divers appartenant à la multinationale Carrefour. Cette entreprise possède des sites dans plusieurs communes d'Abidjan, dont Marcory, Cocody et Yopougon. Les travailleurs de cette entreprise ont observé dès le 9 Septembre dernier, trois jours d'arrêt de travail pour se faire entendre de leur direction.

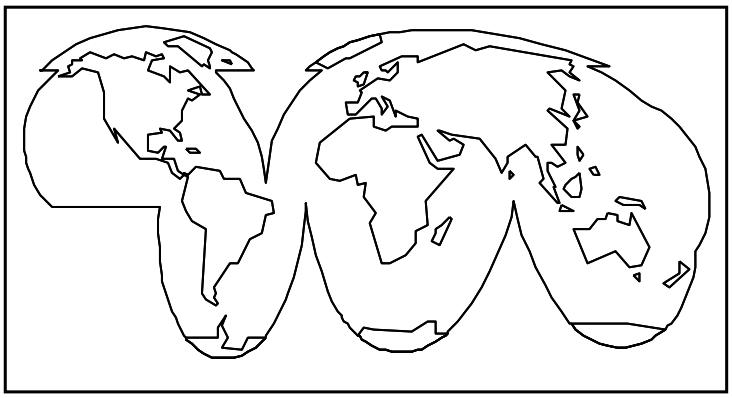
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Ils réclamaient entre autres, la revalorisation de leur salaire, des aides au logement, de meilleures conditions de travail, l'arrêt des menaces et autres pressions venant de la Direction, la liberté pour les travailleurs d'adhérer au syndicat de leur choix.

Depuis des semaines, bien avant qu'ils se mettent en grève, ils étaient en négociation avec la Direction, mais celle-ci les menait en bateau. Les travailleurs, ont alors décidé de passer à la vitesse supérieure et ont déclenché la grève. La Direction a fait intervenir les forces de l'ordre, proféré des menaces et des intimidations. Elle a même tenté de corrompre certains employés pour casser la grève, mais les travailleurs ont tenu durant trois jours avant de reprendre le travail.

Ils ont fait la démonstration que sans eux, rien ne fonctionne ! Ils ont aussi pris confiance en eux et en leur force collective. C'est un capital important qui leur permettra demain, quand le moment viendra de remettre le couvert pour faire aboutir leurs revendications.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

RENTRÉE SCOLAIRE : UN VÉRITABLE CASSE-TÊTE POUR LES CLASSES PAUVRES

Les rentrées scolaires se suivent et se ressemblent, pour les familles ouvrières. Ce sont toujours des moments de grandes difficultés car chaque année, le budget alloué à la scolarisation des enfants doit être sans cesse revu à la hausse. Ce ne sont pas seulement les prix des fournitures scolaires qui flambent, il y a aussi le coût des inscriptions et les frais d'écolage. Ce qui fait que les familles pauvres sont obligées de se serrer toujours plus la ceinture, en diminuant le budget destiné à d'autres besoins telles que la nourriture, la santé, etc.

Nombreux sont les travailleurs qui sont obligés d'avoir recours à des prêts scolaires auprès de leur entreprise afin de scolariser tant bien que mal leurs enfants. Les remboursements viendront ensuite grever les revenus des travailleurs les mois suivants.

Pour les enfants des travailleurs journaliers, la rentrée scolaire ne sera effective que bien après la date officielle car leurs parents n'ont pas droits aux prêts scolaires et de ce fait, ne peuvent pas payer les frais d'un seul coup.

De plus, cette année la situation est encore plus morose que d'habitude car un certain nombre d'entreprises ont profité de l'épidémie de corona virus pour licencier certains ouvriers ou les mettre en chômage technique sans indemnisation. Cela n'a fait que rendre plus compliquée la scolarisation des enfants des classes populaires.

Face à ces réalités, on ne peut qu'être indigné lorsqu'on entend les gens du gouvernement faire des discours pompeux sur la soi-disant « *école obligatoire et gratuite* » alors que même dans les écoles publiques, on assiste à la multiplication des frais annexes.

FERMETURE DU ZOO D'ABIDJAN UNE AUTRE ILLUSTRATION DE L'INCURIE DES POUVOIRS PUBLICS

Une pauvre hyène, sans doute tenaillée par la faim, s'est enfuie du zoo à la recherche de nourriture. À voir les images, elle était amaigrie et avait la face émaciée. Elle ressemblait plus à un chien qu'à une hyène ! Son évasion a créé une véritable panique dans la cité « *Las-Palmas* » et la « *Cité Sicogi* » près du zoo.

L E U R S O C I E T E

Quelques jours avant cet évènement, un travailleur du zoo avait été licencié par la Direction. Son « *crime* », c'était d'avoir dénoncé, lors d'une interview accordée à la presse, le manque de nourriture, le manque de soins, les cages exigües et la maltraitance des animaux. Ce licenciement avait créé beaucoup d'indignations au sein de la population et avait fait beaucoup jaser sur les réseaux sociaux.

En vérité, il n'y avait pas besoin de cette interview pour se rendre compte de l'état de délabrement dans lequel se trouve ce zoo qui n'est rien d'autre qu'une prison pour animaux sauvages. Il suffit d'une visite pour se rendre compte de la réalité. À part les gazelles et les biches qui peuvent se contenter de manger de l'herbe, les animaux qui se nourrissent de viande sont les plus malheureux. Les lions sont tellement maigres qu'on peut compter leurs côtes, et c'est ainsi depuis longtemps.

Aujourd'hui, les autorités font semblant de découvrir le problème, et décident de fermer le zoo jusqu'à nouvel ordre, soi-disant pour faire un audit de la gestion. Comme ça plus personne ne verra ce qui s'y passe. À moins que d'ici là les animaux ne deviennent de la « *viande de brousse* ».

PAROLE D'UN CANDIDAT À LA MANGEOIRE !

Ouattara a posé la 1ère pierre d'une usine de transformation de 50 milles tonnes de cacao au PK 24 dans la nouvelle zone industrielle de Yopougon. Ce projet est porté par le Ccc (Conseil du café-cacao), un organe d'État. Pour le moment on n'en est qu'à la simple pose de la première pierre du mur. Quant à savoir quel capitaliste viendra s'y installer et la faire tourner, c'est une autre affaire ! Mais déjà, Ouattara promet une seconde usine à San-Pedro ! Tant que cela peut lui apporter des voix !

Il a d'ailleurs aussi annoncé que « *dans 2 ou 3 ans, nous serons à 1 million de tonnes de transformation, donc des emplois pour les ivoiriens* ». Pourquoi n'a-t-il pas construit toutes ces usines durant les dix ans qu'il a passés à la tête de l'État ? Autant dire que l'objectif recherché, c'est de promettre des choses pour rempiler.

De son côté, son principal rival actuel, Konan Bédié, promet aussi monts et merveilles s'il arrivait au pouvoir. Les promesses, comme le disait un politicien cynique, n'engagent que ceux qui les écoutent !

Quant aux « *refondateurs* », aux Soro et autres, ils ont pour le moment une autre préoccupation plus urgente, celle de leur future carrière et de leur place dans la prochaine mangeoire gouvernementale, si mangeoire il y a !

L E U R S O C I E T E

CAMPAGNE ÉLECTORALE : QUELQUES QUESTIONS-RÉPONSES

Voici quelques exemples de mensonges qu'on peut entendre de la bouche des gens au pouvoir dans le cadre de la campagne électorale, en l'occurrence du « *ministre-gouverneur du District autonome d'Abidjan* », un certain Beugré Mambré.

1°) « *Tout ce qui préoccupe le Président Ouattara, c'est la construction de la Côte d'Ivoire, créer des emplois pour les jeunes, etc.* ».

Il est bien entendu qu'il parle ici de la Côte d'Ivoire des riches. Parce que la Côte d'Ivoire des pauvres, elle, continue de vivre comme dans le passé dans des taudis pourris ! Quant aux jeunes et moins jeunes, on leur propose généralement des postes de stagiaire ou de journalier mal rémunérés et corvéables à merci !

2°) Il nous dit aussi que « *la politique, ce sont les idées et non les muscles et les fusils. Il est grand temps, ajoute-t-il, de mettre le pays à l'abri des souffrances* ».

À quoi servent donc l'armée, la police et la gendarmerie sinon à défendre les intérêts de la bourgeoisie par la force et à empêcher les travailleurs et l'ensemble des couches pauvres de la population de se révolter contre la misère et la pauvreté ? Les travailleurs qui ont fait des grèves pour obtenir des augmentations de salaire ou pour de meilleures conditions de travail en savent quelque chose !

En tout cas, ce monsieur qui cumule le poste de ministre et de gouverneur a trouvé un métier de bonimenteur cher payé et bien logé pour nous vendre des salades et nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

LA CHEFFERIE TRADITIONNELLE A LE VENT EN POUPE !

En cette période de campagne électorale, les représentants des dirigeants politiques en compétition défilent un à un auprès de la chefferie traditionnelle et espèrent ainsi bénéficier du soutien de la population villageoise.

C'est ainsi que le ministre de « *l'administration du territoire et de la décentralisation* », un certain Sidiki Diakité, est venu remettre les clés de la nouvelle « *maison des chefs* » au chef du village de Kouto dans la région de la Bagoué.

L E U R S O C I E T E

On peut deviner que ce n'est pas le fait du hasard du calendrier que cette « *maison des chefs* » a été construite justement maintenant, à l'approche des élections. C'est peut-être aussi le cas dans de nombreux autres villages. De l'argent, ces gens-là en trouvent quand il y va de leurs intérêts.

Face à cet afflux d'argent venant de l'Etat, le poste de « *chef de village* » qui n'avait rien de lucratif au départ, fait de plus en plus objet de convoitise Ainsi, par exemple, un certain Alloukou Akadjé Richard, médecin de son état, vient d'être nommé « *chef suprême* » du village de Songon-Té et en même temps « *chef de la génération Tchagba en pays Atchan ».* À moins que ce soit une *« vocation* ».

Mais il n'y a pas que les caméléons qui changent d'habits pour se camoufler. Certains parasites sont aussi maîtres en la matière !

LA GALÈRE DES INSTITUTEURS EN DÉBUT DE CARRIÈRE

Le 30 août 2020 à Abidjan (Songon), un syndicat du secteur éducation-formation (ESEF) réuni en assemblée générale, a fait part de la nécessité de demander aux autorités d'accélérer le paiement des rappels de salaires des instituteurs et de prendre des mesures adéquates pour que les salaires soient versés rapidement, notamment à ceux qui commencent leur carrière.

Ils doivent en effet attendre au moins deux ans, voire même plus, pour recevoir leur premier salaire de fonctionnaire d'État. Ainsi, ceux de la promotion 2018 sont toujours en attente de leur premier salaire. C'est inadmissible ! Comment dans ces conditions remplir convenablement sa mission d'éduquer les enfants et vivre normalement ? Même ceux qui ont plusieurs années d'ancienneté doivent se contenter d'un maigre salaire et ne parviennent pas à joindre les deux bouts. Il n'est donc pas surprenant que les instituteurs soient la cible privilégiée des margouillats et autres usuriers.

Cette situation humiliante et dégradante avec son corollaire de difficultés ne semble pas préoccuper leur ministère de tutelle.

MALI : LES COUPS D'ÉTAT SE SUCCÈDENT ET SE RESSEMBLENT

Le 18 Août dernier, le régime du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) affaibli par une contestation de rue depuis plusieurs mois, a fini par être balayé par un putsch. Sa chute a été accueillie par des cris de joie dans les rue de Bamako et d'autres grandes villes du Mali. Les putschistes, à la tête des quels se trouve le lieutenant-colonel Assimi Goïta, ont dit qu'ils sont venus pour « *parachever* » l'œuvre de la contestation populaire et ont promis de remettre le pouvoir à des civils à la fin d'une période de « *transition* » d'une durée « *raisonnable* ».

Le M5-RFP (Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques) qui regroupe les principales organisations de l'opposition au président IBK, a apporté son soutien à la junte. Un des proches de l'imam Dicko, principale figure de proue de ce mouvement et connu pour ses positions très réactionnaires, a déclaré que lui et ses amis sont « *disponibles pour accompagner ce processus* ».

La perspective d'obtenir un petit strapontin ministériel ou n'importe quel poste permettant de puiser dans les caisses de l'État, attire un certains nombres d'opportunistes, à commencer par d'anciens ministres d'IBK, comme des mouches autour d'un dépôt d'ordures en putréfaction. Mais les putschistes ont pour le moment d'autres chats à fouetter que de distribuer des postes car ils doivent faire face à la pression des dirigeants de l'Union Africaine et de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) qui, appuyés par ceux des puissances impérialistes (dont la France), leur demandent de faire quelques gestes symboliques en leur direction, histoire de faire croire qu'ils servent à quelque chose.

Les putschistes ont fait un geste d'apaisement en libérant le président IBK puis en nommant un militaire à la retraite, par ailleurs ex-ministre d'IBK, à la tête du nouveau pouvoir. Ils ont aussi promis de raccourcir la durée de la transition à 18 mois. Les tractations sont en cours mais les dirigeants de la CEDEAO ont déjà assoupli leurs positions en n'exigeant plus la réinstallation d'IBK au pouvoir mais en demandant simplement qu'on mette un civil à la tête de ce régime de transition. Les sanctions tel que le blocage des frontières préconisé par les dirigeants de la CEDEAO, ont été assouplies en attendant la fin des tractations.

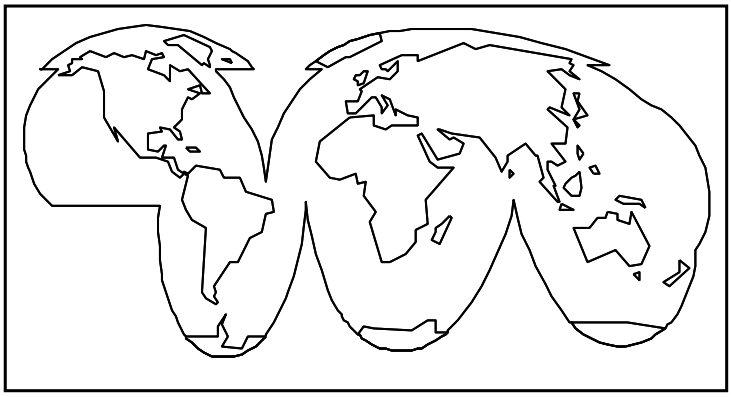
À la fin, chacun pourra dire qu'il a obtenu quelque chose de l'autre mais au fond, tous ces gens-là, en tenue kaki-militaire ou en « *boubou-cravate* », sont fondamentalement les mêmes. Ils ont en commun d'être pour la perpétuation du même système capitaliste qui est responsable de la misère et de la dictature au Mali et ailleurs.

Dans ce pays, c'est le quatrième coup d'État militaire depuis l'indépendance dont on vient par

ailleurs de fêter le 60ème anniversaire. À chaque changement de pouvoir, la population a eu droit au même genre de discours démagogiques, aux mêmes promesses de mettre fin à la gabegie, à la corruption et au clientélisme. Ceux qui y ont cru ont fini par déchanter car rien n'à changé dans ce pays. Les richesses ont continué d'être pillées par les puissances impérialistes, à commencer par l'ex-puissance coloniale. Militaires et civils se sont succédé au pouvoir et se sont rempli les poches en vidant les caisses de l'État et en imposant la dictature à l'ensemble de la population. La corruption a continué comme avant.

Ceux qui viennent de prendre le pouvoir parlent de construire « *le Mali nouveau* » mais pour les travailleurs et les paysans pauvres ce sera la continuation de la même exploitation et de la même misère. Ce système continuera tant que les exploités n'y mettront pas fin en le renversant par leurs luttes et en réorganisant la société sur une autre base que celle de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire sur la base du communisme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.